

de la puissance militaire des pays qui ont adhéré au pacte a marqué certains progrès, mais ces progrès, même accélérés, n'ont pas été assez rapides pour dissiper les inquiétudes. L'Europe occidentale reste relativement faible, toujours à la merci d'une invasion soviétique. C'est une proie tentante, dont la capture mettrait l'Union soviétique en possession non seulement de la source et du centre de la civilisation occidentale mais encore d'une capacité industrielle qui lui permettrait de rivaliser avec les ressources productives de tout l'hémisphère occidental. En pareille conjoncture, nous nous trouverions, nous de ce côté, dans une situation vraiment désespérée.

C'est pourquoi il importe au plus haut point que nos interventions dans d'autres parties du monde ne nous empêchent pas de comprendre que l'Europe occidentale reste la pièce maîtresse de l'ensemble de notre appareil de défense du monde libre, un monde qui, soit dit en passant, comprend aussi bien l'Inde et le Pakistan que le Canada et les États-Unis. Il faut donc qu'en collaboration avec nos alliés atlantiques nous mettions sur pied des armées assez importantes pour empêcher l'Union soviétique de lancer une attaque dans cette région.

Le Canada espère, croit même, que le Traité de l'Atlantique-Nord, fondé sur les valeurs communes de notre commune civilisation, ne manquera pas de donner des résultats qui transcenderont ceux d'une simple alliance militaire, qu'il donnera un caractère de permanence à l'association des nations qui partagent les mêmes aspirations et poursuivent les mêmes buts. Le Canada apporte et continuera d'apporter ici le concours le plus utile qu'il lui soit donné de prêter. Les événements des deux ou trois derniers mois l'incitent à rester dans cette voie.

Les honorables députés auront eu l'occasion de prendre connaissance de la communication faite hier au Congrès par le général Eisenhower en ce qui concerne l'état de la préparation militaire des États de l'Atlantique-Nord et des efforts présents et futurs indispensables en vue d'assurer à notre alliance défensive la sécurité contre tout danger d'agression.

En ce qui regarde l'Europe occidentale, la zone la plus importante de notre première ligne de défense, je le répète, l'effort requis est en partie militaire et en partie politique, au sens le plus étendu de cette expression. Les nations libres d'Europe savent parfaitement que leur sécurité et leur prospérité dépendent dans une large mesure de l'unité qu'elles pourront réaliser entre elles. Monsieur l'Orateur, les hommes d'État français, sous la sage direction du monsieur que nous

avons le grand plaisir d'honorer en cette assemblée aujourd'hui, le premier ministre Pleven, prennent une large part à la réalisation de cet objet.

N'y eût-il que cette seule raison de poursuivre avec zèle nos projets d'unification européenne, le problème de l'Allemagne elle-même rendrait impérieuse la nécessité de quelque forme d'unité européenne. Si l'Allemagne démocratique doit jouer un rôle constructif dans une Europe libre, il est essentiel qu'elle le fasse dans les cadres d'une Europe collaborant librement en vue de se rapprocher davantage sur le triple plan économique, politique et militaire.

Nous savons qu'aujourd'hui le continent européen est déplorablement divisé. Les lignes que la politique militante des Soviétiques a dressées à travers le continent sont contraires aux intérêts politiques, culturels et économiques des nations européennes. Ce partage anormal, qui peut renfermer le germe d'un nouveau conflit, pourrait, si le gouvernement soviétique le désirait vraiment, prendre fin demain. Les trois puissances occidentales qui occupent l'Allemagne,—le Royaume-Uni, les États-Unis et la France,—ont reçu du gouvernement soviétique des propositions d'une réunion à quatre sur le problème de l'Allemagne. Je ne me propose pas d'étudier ici la nature de l'invitation soviétique, non plus que le détail des réponses que les puissances occidentales occupantes ont fait tenir au gouvernement soviétique. Qu'il me suffise de dire que, si une base satisfaisante pouvait être trouvée pour ces entretiens,—elle n'a pas encore été trouvée,—le Gouvernement et, j'en suis sûr, le Parlement du Canada se réjouiraient d'une telle réunion. D'autre part, ce serait une grave erreur que de fonder de trop grands et de trop beaux espoirs sur l'issue de pareille réunion.

La truculence et les mensonges dont était farcie la déclaration du Cominform sur l'Allemagne, émise à Prague récemment, n'offrent pas une base sur laquelle on puisse asseoir de véritables négociations. Quoi qu'il en soit, nous croyons qu'il ne faut négliger aucune occasion de chercher à régler de façon durable et honorable nos différends avec l'Union soviétique.

En établissant notre ligne de conduite à l'égard de l'extrême Orient, il ne faut jamais oublier ces événements et ces dangers en Europe occidentale et, de plus, dans le domaine des idées générales, nous devrions nous rappeler aussi qu'il se manifeste en Asie un nouveau et puissant mouvement nationaliste. En certains pays, par exemple en Chine, ce